

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Stop aux massacres de civils palestiniens à Gaza

Des images insoutenables nous arrivent de Gaza pilonnée par l'aviation et l'artillerie israélienne. Des enfants déchiquetés, des femmes abattues, le nombre de morts et de blessés graves ne fait que s'alourdir d'heure en heure à Gaza. Le ministre israélien de la Défense M. Barak a décidé pour les jours qui viennent d'une opération militaire de grande envergure à Gaza, annonçant son intention de couper le territoire en trois parties.

Vu la densité d'une population prise au piège dans un territoire totalement encerclé, une telle opération s'inscrit en violation complète du droit humanitaire et des conventions de Genève (IVe Convention). En effet, les tirs visent la population civile, les centres hospitaliers et les centres de ravitaillement. Du fait du blocus, les secours ne peuvent être acheminés et les soins aux blessés ne peuvent être assurés à Gaza. Aucun tir de roquette Kassam sur le territoire israélien, aussi condamnable soit-il, ne peut justifier le massacre quotidien de civils palestiniens.

Les Nations unies et la Communauté internationale doivent empêcher ce massacre et ce nouveau plan d'occupation de la Palestine où vit une population dont la très grande majorité bénéficie d'un statut de réfugiés des N.U. (UNWRA).

L'Union Européenne et la Belgique, membre du Conseil de sécurité au même titre que l'Italie, comme le sont la France et la Grande-Bretagne à titre permanent, ont l'obligation d'intervenir de toute urgence pour empêcher Israël de poursuivre cette opération dont les conséquences sont qualifiables de « crimes de guerre » contre des civils sans défense, emprisonnés dans Gaza.

La Belgique doit proposer au Conseil européen et au Conseil de sécurité des Nations unies l'envoi immédiat d'une force d'interposition à Gaza. La Belgique et l'Union européenne doivent dès à présent suspendre les divers accords officiels d'association avec Israël et notamment tout commerce des armes avec ce pays aussi longtemps que perdure cette agression disproportionnée et toutes les formes de traitements inhumains, à l'encontre de la population civile gazaouite prise en otage.

Nous appelons les citoyens soucieux de préserver le sort et les droits des populations palestiniennes, à se réunir ce mardi 4 mars dès 13 h. au Rond-point Schuman à Bruxelles.

**Pierre Galand, président de l'Association Belgo-Palestinienne (ABP)**

**Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB**

**Thierry Jacques, président du MOC**

**Benoît Van Der Meerschen, secrétaire général du CNCD**

**Henri Wajnblum, membre du Comité de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique**

Bruxelles, le 2 mars 2008

Info : 02 223 07 56 – [abp.eccp@skynet.be](mailto:abp.eccp@skynet.be)